



Nature Centre  
3 rue de la Lionne  
45000 Orléans

# Débat sur la transition énergétique

## LA POSITION DE NATURE CENTRE

Fondée en 1980, Nature Centre est la fédération régionale du Centre qui regroupe 18 associations (dont certaines sont également des fédérations départementales) et, à travers elles, plus de 4.300 adhérents répartis sur les 6 départements. Nature Centre est agréée pour la protection de l'environnement et affiliée à France Nature Environnement.

### Editorial

Une fois de plus, un gouvernement propose un débat sur l'énergie. Ce ne sera que le troisième en 15 ans. Evidemment, nous ne refuserons ni le dialogue ni la confrontation des idées. Mais, cette fois, nous ne pouvons plus nous permettre d'épiloguer, voire de repousser. Il faut agir à tous les échelons, du particulier jusqu'aux collectivités territoriales de quelque niveau que ce soit. Et agir vite ! Développons l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables.

Pour autant, les choix semblent déjà tronqués : en effet, le Président de la République a annoncé la part du nucléaire en 2025 à 50 % de notre production électrique nationale, la fermeture d'une seule centrale nucléaire au cours de son mandat. Il a entériné la poursuite de Flamanville alors que les coûts sont passés de 2,5 milliards à 8,5 milliards d'euros... !

#### La transition énergétique

L'urgence de la crise climatique, les risques et les coûts liés à la poursuite du nucléaire, notre dépendance toujours plus forte aux énergies fossiles (et le coût qui y est associé, 61 milliards d'euros en 2011, soit 32% d'augmentation par rapport à 2010), les opportunités offertes par la maîtrise de l'énergie et les énergies renouvelables, le nombre croissant de citoyens exposés à la précarité énergétique, militent pour une refonte de notre système énergétique national. Ce dernier est aujourd'hui insuffisamment adapté aux enjeux de notre temps, notamment du fait de la centralisation des capacités de production électrique et du manque de moyens et de compétences des collectivités territoriales. Ces compétences, faiblement articulées entre les échelons territoriaux, ne permettent pas aux territoires de contribuer pleinement à l'atteinte des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de limitation de la vulnérabilité énergétique des citoyens face au renchérissement du coût des énergies fossiles.

Nous avons par ailleurs fortement participé à la préparation du Schéma Régional Climat Air Energie pour aboutir à un document de qualité. Toutefois, celui-ci n'avait pu aborder la place de l'énergie nucléaire, alors que nous sommes la seconde région la plus nucléarisée de France.

Comme nous l'annoncions dans notre lettre numéro 3 parue en début d'année 2012, nous devons indiscutablement nous orienter vers une société plus sobre qui à l'horizon 2050 sera sans nucléaire et peu émettrice de gaz à effet de serre.

Pour répondre à l'ensemble de ces défis et sortir notre système énergétique de l'impasse dans laquelle il se trouve, la transition énergétique est plus que jamais nécessaire et urgente. Elle est aussi la seule stratégie crédible de sortie par le haut de la crise sociale et économique majeure à laquelle nous sommes confrontés. La France a donc besoin d'un débat ouvert et transparent, associant impérativement les citoyens et toutes les parties prenantes, pour amorcer cette transition.

# Débat sur la transition énergétique

LA POSITION DE NATURE CENTRE

## Quelques données sur la région Centre

La consommation énergétique finale en région Centre est à 74 % d'origine fossile (pétrole 51 %, gaz naturel 22 %, charbon 1 %), 20 % d'électricité (très majoritairement nucléaire) et 6 % de divers dont la biomasse.

En 2011, la consommation d'énergie finale atteint 5 940 ktep soit 31% de la production régionale. La région Centre est donc largement exportatrice d'énergie. Le résidentiel-tertiaire est le secteur le plus consommateur d'énergie (46%), le chauffage en est le principal usage. Il est suivi par celui des transports (34%). Les secteurs de l'industrie et de l'agriculture représentent respectivement 17% et 3% de la consommation.

Globalement, les émissions de GES en région Centre en 2011 proviennent à 20 % du bâti résidentiel, 8 % des locaux du tertiaire, 31 % des transports et mobilité des personnes et des transports de marchandises, 24 % de l'agriculture et 17 % de l'industrie.

La région Centre est tout à la fois la deuxième région nucléaire de France avec 4 centrales et 12 réacteurs dont 6 ont plus de 30 ans et l'une des plus grosses productrices d'électricité éolienne avec 949 GWh en 2009, soit 8,2 % de la production nationale.

## Les enjeux de demain dans notre région

Nous sommes aujourd'hui face à deux risques graves qui font peser sur les populations, les milieux naturels et les espèces des incertitudes inacceptables : le risque d'accident nucléaire, qui s'accroît du fait de la récession et de la privatisation des tâches d'entretien, et de l'incapacité que nous avons et aurons de traiter les déchets radioactifs, les laissant pour des millions d'années aux générations à venir, et l'inévitable augmentation des gaz à effet de serre, si nous ne prenons pas des mesures drastiques, qui a et aura des conséquences énormes pour les générations actuelles et futures (les rapports successifs du Groupement International des Experts du Climat prédisent un minimum d'augmentation de 4 ° de la température de la planète à l'horizon 2100).

La question reste donc : peut-on se passer de nucléaire en France dans les années à venir tout en diminuant les gaz à effet de serre ? Le nucléaire produit 60 g de CO<sup>2</sup> par kWh lorsque l'on prend en compte l'ensemble de la filière, de l'amont à l'aval, et les fossiles de 500 à 800 g. Mais les énergies renouvelables sont de l'ordre de quelques grammes pour la plupart.

L'équation se complique encore quand on prend en compte l'épuisement inéluctable des ressources en produits pétroliers et en gaz (dont les réserves mondiales seront épuisées dans respectivement 40 et 60 ans). Nous allons sûrement vers la pénurie sauf à accepter une nouvelle fuite en avant, avec des scénarios catastrophes en l'état actuel des techniques, avec l'exploitation rapide des gaz de schistes et du charbon dont on connaît pourtant les effets particulièrement dévastateurs.

Par ailleurs les coûts de démantèlement des centrales et de stockage des déchets radioactifs (sans certitude aujourd'hui) doivent être impérativement pris en compte dans l'analyse de la filière nucléaire.

Enfin, il est totalement inconcevable de développer le nucléaire au niveau mondial, auquel cas l'uranium viendrait à manquer en l'espace de quelques dizaines d'années.

## La démocratie

Parler d'énergie, c'est surtout parler de société et d'aménagement du territoire : comment consommer et comment se développer, être solidaire, savoir faire les bons choix énergétiques ? C'est donc opter pour une société sobre. Citons quelques exemples : en réduisant l'étalement urbain, en favorisant les productions de proximité et les circuits courts, en mettant aussi en pratique des processus adaptés de démocratie encourageant la transparence et le débat citoyen.



### Agir d'abord sur la maîtrise de la demande et les économies d'énergie

**Objectifs** : maîtriser la demande d'énergie pour réduire les charges des consommateurs et limiter les investissements de production. Limiter la demande en pointe. Développer rapidement la normalisation des appareils. Lutter contre le gaspillage, notamment par l'information des consommateurs.

### Des actions :

Il faut dorénavant orienter les investissements en matière de transports sur des moyens de déplacements plus économes en demande énergétique : investir sur le ferroviaire existant, développer les transports combinés (rail-route, fleuve-route...), par exemple. Mettre des moyens importants sur la rénovation des bâtiments anciens pour respecter la réglementation thermique 2012 et aller rapidement vers la réglementation thermique 2020 pour les constructions neuves en privilégiant les matériaux biosourcés. Réduire l'éclairage de nuit entre minuit et 6 heures du matin dans les villes. Revoir complètement notre politique en matière d'urbanisme pour réduire les besoins de transports : reconquérir les friches urbaines, densifier les centres urbains, arrêter les lotissements éloignés ou le "mitage" des campagnes. Les moyens financiers de l'État et des collectivités locales doivent être mobilisés pour favoriser cette politique énergétique. Il faut soutenir les objectifs ambitieux régionaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre : moins 40% en 2020, moins 50% en 2025, moins 75% en 2050.

### Développer massivement les énergies renouvelables

**Objectifs** : développer significativement les énergies renouvelables en région en s'appuyant sur les conclusions du Schéma climat air énergie.

### Des actions :

Renforcer significativement le solaire, en particulier thermique, l'éolien, la biomasse et la géothermie.

Développer le gaz naturel biologique par la méthanisation des résidus agricoles et alimentaires ou biodégradables, mais refuser les productions agricoles qui seraient dédiées et la poursuite d'une agriculture intensive subventionnée. Arrêter de soutenir les agocarburants puisqu'ils n'ont pas fait la preuve de leur intérêt énergétique et de leur réduction de gaz à effet de serre. Leur production se fait au détriment des productions alimentaires, avec les conséquences sur les cours des denrées et la faim dans le monde.

L'utilisation du bois de chauffage est porteuse, à condition que soit prise en compte la gestion forestière, afin de ne pas banaliser nos forêts pour en faire des déserts biologiques ; de plus, l'énergie bois crée 4 fois plus d'emplois que le gaz ou le pétrole. Rappelons qu'un kilomètre de hale produit autant d'énergie que 0,75 tonnes de pétrole par an, alors que l'on supprime nos bocages depuis plus de 40 ans.

Une place de choix doit être réservée à la cogénération (produire en même temps de la chaleur et de l'électricité) : son potentiel de développement est énorme, d'autant plus qu'elle favorise la réduction des pollutions et la diminution des gaz à effet de serre.

### L'application de critères sociaux et démocratiques

**Objectifs** : prendre en compte la précarité énergétique grandissante. Favoriser la place du monde associatif dans la prise de décision.

### Des actions :

Les nouvelles grandes infrastructures doivent faire l'objet de comparaisons intermodales.

Privilégier les scénarios créant plus d'emplois locaux et difficilement délocalisables, ce qui suppose dans les cahiers des charges une description des emplois à créer pendant et après les travaux. Inciter les collectivités locales à privilégier la maîtrise de l'énergie dans les cahiers des charges lors des appels d'offre de marchés publics. En matière de politique tarifaire, le soutien social à court terme risque d'aller à contre sens : aider à consommer se retournera contre nous, aider à économiser l'énergie constituera un soutien social à long terme. Bruno Genty, président de France Nature Environnement, précise : « La mise en place d'une tarification progressive de l'énergie est une nécessité à condition qu'elle s'accompagne d'une politique volontariste en matière de rénovation thermique. C'est cette politique qui contribuera à une réduction durable de la consommation d'énergie, seul moyen d'amortir l'augmentation inéluctable de son coût... »

## Pour une transition écologique

Nous n'avons donc aucune autre alternative que de nous engager sans délai vers des scénarios basés sur des actions volontaristes et continues de sobriété énergétique, avec la recherche systématique d'une meilleure efficacité énergétique dans tous nos usages et équipements, le recours prioritaire aux énergies renouvelables pour la fourniture d'énergie.

La fédération est consciente que ce type d'alternative réclame un échéancier étalé dans le temps. En effet, le remplacement des énergies nucléaire et fossiles par la seule utilisation d'énergies renouvelables demandera des évolutions notables et difficiles. En connaissance de quoi, des étapes seront nécessaires : elles seront tributaires d'un engagement sur le long terme. Mais il faut les engager rapidement.

Nous avons donc besoin d'un "mix énergétique" qui devra être conçu au plan national, se traduisant par un calendrier glissant dans lequel les énergies renouvelables (éolien, solaire, biomasse, géothermie, etc.) prendront progressivement une place plus importante, permettant une diminution progressive de la part du nucléaire sans pour autant augmenter le volume d'émission de GES.

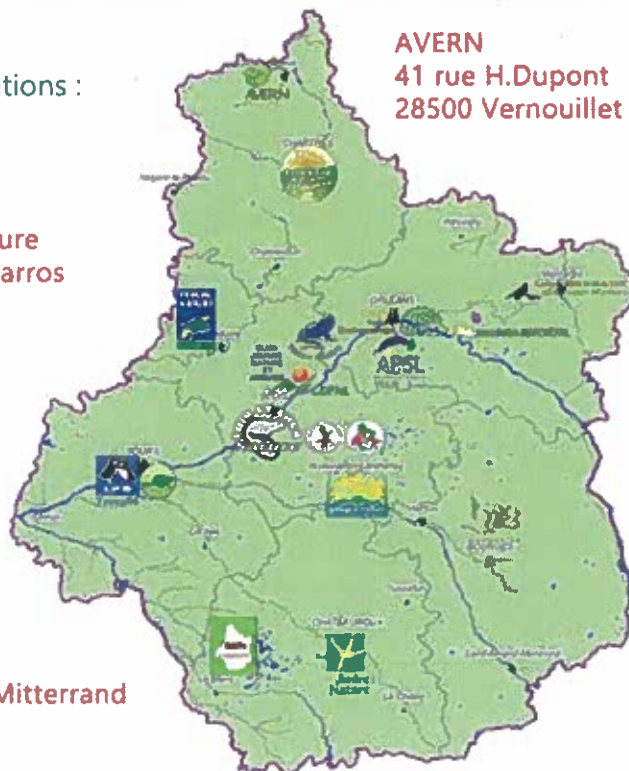
Nous devons collectivement nous investir vers un virage tranquille mais résolu pour un nouveau bouquet énergétique, d'où sera exclu le nucléaire. Nous demandons de nous engager sans attendre dans un cercle vertueux et, pour cela, nous proposons que soit réalisée une étude de faisabilité d'un avenir énergétique qui supprime progressivement le nucléaire et réduise nos émissions de CO2 en région Centre, intitulée « virage énergie en région Centre ».

Vous pouvez rejoindre  
notre réseau régional d'associations :

Loir et Cher Nature  
17 rue Roland Garros  
41000 Blois

Loiret Nature Environnement  
64 route d'Olivet 45100 Olivet

Indre Nature  
Parc Balsan, 44 av. François Mitterrand  
36000 Chateauroux



AVERN  
41 rue H. Dupont  
28500 Vernouillet

Eure et Loir Nature  
Maison de la Nature et de  
l'environnement  
Rue de Chavannes  
28630 Morancez

Gatinais Nature  
B.P 924 45200 Amilly

SEPANT  
7 rue Charles Garnier  
37200 Tours

Nature 18  
2 rue Jean Moulin  
18000 Bourges